

Institut national d'enseignement supérieur pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement

Conseil d'administration **Séance du 26 novembre 2024**

Délibération n° 4.1.4

Le 26 novembre 2024, le conseil d'administration de l'Institut Agro s'est réuni sous la présidence de Dominique Chargé, en présentiel et visioconférence.

Nombre de membres en exercice : 38

Nombre de présents : 28

Membres représentés (procuration) : 5

Quorum : 19

Point 4 – Gouvernance

Délibération 4.1.4 – Marchés supérieurs à 1 000 000 euros HT – Entretien et valorisation du patrimoine vert et de la biodiversité – Institut agro Montpellier

Visas :

Vu le décret n°2019-1459 du 26 décembre 2019 modifié relatif à l'Institut national d'enseignement supérieur pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement (l'Institut Agro) ;

Exposé des motifs :

Conformément au décret n°2019-1459 du 26 décembre 2019, le Conseil d'administration doit délibérer sur les marchés supérieurs à 1 000 000 euros HT prévus par l'établissement et autoriser leur signature par la Directrice générale de l'Institut Agro.

L'actuel marché d'entretien des espaces vert de l'Institut Agro Montpellier s'appliquant sur la totalité des sites de l'école arrive à échéance le 15 juillet 2025. Dans ce cadre, un nouveau marché en Appel d'offre avec trois lots (entretien et valorisation du patrimoine vert et de la biodiversité, entretien du stade, entretien des palmiers) est en cours d'élaboration. Sa date de notification est prévue pour le 15 juillet 2025. Le montant maximal prévu est de 1 300 000€ HT pour l'ensemble des trois lots et pour la durée maximale de 4 ans (1 an renouvelable 3 fois).

L'Institut Agro Montpellier souhaite, dans le cadre de la politique d'établissement, confier à des entreprises expertes et spécialisées l'entretien et la valorisation de son patrimoine vert, afin de répondre aux enjeux de développement de sa biodiversité, de maintien de son attractivité, et d'exemplarité de ses pratiques dans le domaine de la transition écologique.

Le marché « entretien et valorisation du patrimoine vert et de la biodiversité » de l'Institut Agro Montpellier s'appliquera toujours sur la totalité des sites de l'école, et il sera décomposé en trois lots :

- Le premier lot concerne toutes les prestations relatives à l'entretien des espaces verts : tontes, taille, plantation, nettoyage, arrosage, broyage, sécurisation Le titulaire du marché est également en charge du suivi et de la vigilance sanitaire du patrimoine vert, et notamment des arbres. Par ailleurs, le suivi des actions cibles du programme 2030 de l'Etat - ODD15 (gestion de la biodiversité, eau, déchets...) est pris en compte.
- Le second lot concerne l'entretien du stade du Campus de La Gaillarde (surface de jeux et piste), et regroupe les prestations nécessaires à son maintien en bon état (tonte, arrosage, ajout d'engrais, nettoyage, traçage, ...)
- Le troisième lot concerne l'entretien (suivi sanitaire, traitement...) de la collection de palmiers du Campus de la Gaillarde.

Dans le cadre de ses attributions, le Conseil d'administration est invité à délibérer sur la mise en place de ce marché d'entretien et valorisation du patrimoine vert et de la biodiversité pour l'Institut Agro Montpellier.

ADOPTÉ : à l'unanimité des suffrages exprimés

Le conseil d'administration de l'Institut national d'enseignement supérieur pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement, réuni le 26 novembre 2024, approuve la mise en place du marché d'entretien et valorisation du patrimoine vert et de la biodiversité pour l'Institut agro Montpellier pour un montant maximal estimé à 1 300 000 M€ HT pour l'ensemble des lots et pour une durée maximale de 4 ans. Le Conseil d'administration autorise la directrice générale à engager la procédure de passation du marché public susvisé, à prendre toutes les décisions nécessaires à la préparation, la passation, l'exécution du marché et à signer le marché et tous les actes y afférents.

Fait le 26 novembre 2024.

Le Président du conseil d'administration,
Dominique Chargé.

La présente délibération est publiée sur le site internet de l'Institut Agro. En application de l'article R421-1 du code de justice administrative, le Tribunal administratif de Paris peut être saisi par voie de recours formé contre cette délibération et ce dans un délai de deux mois à compter de sa publication.